

Rapport du comité mobilité durable

Suite à notre action spectaculaire de convoi pour la mobilité durable de l'an dernier, nous avons eu des échos de plusieurs acteurs de la région de Brome-Missisquoi. Notre comité est donc devenu régional avec la participation de Sylvie Beauregard, membre de Mères Au Front (MAF) des Cantons de l'Est, de Pascal Gaudette et Nadia Palau du Comité Vert de Cowansville et Josée Brunet, citoyenne de Dunham. Linda Boisclair, Donald Nolet et Sylvie Berthiaume y représentent Solidarité Environnement Sutton.

Notre objectif principal est la promotion d'un système de transport collectif public, abordable et efficace dans notre région. Pour faire avancer cet objectif, nous avons rencontré des acteurs importants: l'équipe de transport collectif et adapté de la MRC, la députée provinciale, le Conseil régional de l'environnement (CRE) de l'Estrie et la Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi. Nous avons aussi fait des représentations auprès du comité de la mobilité durable de Sutton où siège une de nos membres, Denise Lignaut.

Dans le cadre de la programmation de conférences de SES, nous avons organisé un panel où la directrice de l'Inter des Laurentides nous a présenté le modèle inspirant de taxibus et d'autobus public et abordable qui existe depuis 20 ans dans sa région. Sylvie Berthiaume, la coordonnatrice du comité, y a fait une présentation de l'état des lieux dans Brome-Missisquoi, des projets à venir et du financement public possible à court et moyen terme.

Nos activités ont culminé avec un événement de concertation sur le transport collectif en région avec la participation de Laure Waridel le 20 mars dernier. Plus d'une trentaine de personnes y étaient, représentant environ 10 municipalités de la région. Nous y avons fait la promotion du modèle de transport collectif que nous proposons en soulignant son importance pour des questions de justice sociale et d'environnement. Nous avons encouragé les participants et participantes à en faire la promotion dans chacune de leur municipalité et de convaincre leurs élu-es à appuyer la taxe sur l'immatriculation pour le financer.

Pour la suite, nous prévoyons multiplier les représentations auprès des élu-es pour accélérer le déploiement d'un transport collectif dans la région et faire accepter la taxe sur l'immatriculation essentielle à son financement.